

le monde libertaire

10,00 F

Du C.N.P.F. au M.E.D.E.F.

La lutte de classe continue

FIN OCTOBRE, A STRASBOURG, le patronat français s'est fait hara-kiri pour la bonne cause, à savoir : les tous nouveaux « entrepreneurs », sont fins prêts à prendre la relève. L'événement pourtant d'importance n'a pas vraiment remué les foules désabusées par ces cyniques effets de manche, qui vous transforment un balayeur en technicien de surface ou une vendeuse en force de vente. Plus personne n'est dupe de ces mauvais jeux de mots qui relèvent néanmoins d'une volonté idéologique très teintée de libéralisme extrême.

Quant aux grosses organisations de salariés, elles se sont faites plutôt discrètes et modérées dans leurs commentaires. Cela n'a rien de très étonnant puisque toutes sont alignées sur une orientation de cogestion constructive de la société hormis quelques secteurs attardés de la C.G.T. qui n'ont pas encore compris la supériorité de la culture de proposition sur la culture de contestation. Question de temps et de quelques retraites anticipées pour bureaucrates encroûtés dans la nostalgie du socialisme réel à l'Est.

Exit le C.N.P.F., vive le M.E.D.E.F.!

Ce changement de sigle marque pour les représentants du capitalisme la prise en compte des mutations en cours dans la société et définit les moyens organisationnels et idéologiques dont ils se dotent pour assurer la perpétuation de leur domination dans la définition des stratégies économiques. Ce n'est donc pas une mince affaire et nous avons tout intérêt à y être attentif.

Ce qui retient l'attention immédiate c'est évidemment la disparition du concept de patronat. Dans l'imaginaire collectif, héritage des luttes sociales des XIX^e et XX^e siècle, la société est clairement divisée en deux classes aux intérêts fondamentalement opposés. Les patrons possèdent les moyens de production et décident des grandes orientations économiques au mieux de leurs intérêts. Les travailleurs, avec ou sans emploi, vendent leur force de travail et de ce fait se soumettent à la volonté patronale lorsqu'ils ne sont pas en capacité de peser individuellement ou collectivement sur les décisions capitalistes. La lutte de classes est le moteur de la société. Cette réalité incontournable est un élément clé reconnu par le patronat lui-même à partir duquel il a structuré toutes ses rela-

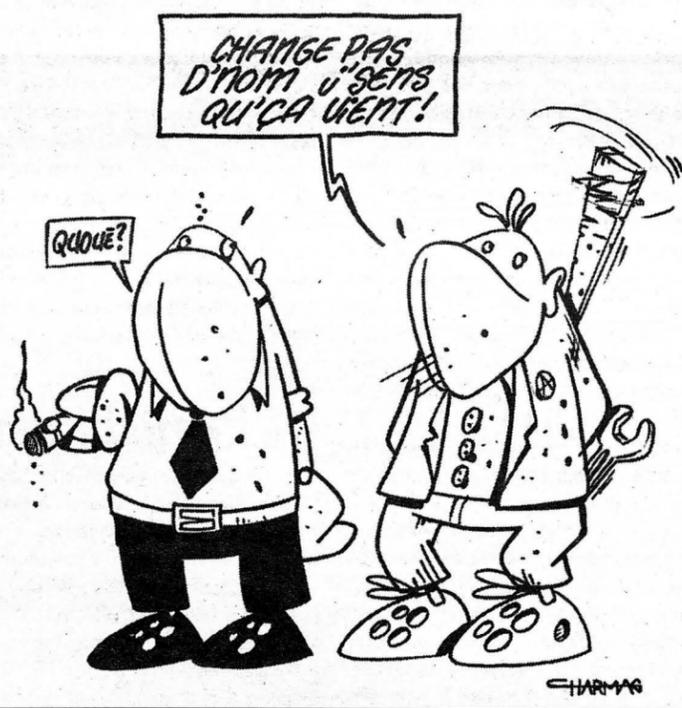
tions sociales salariales pendant des décennies (en dépit des discours de propagande niant la lutte de classes).

Les évolutions sociétales en gestation depuis une vingtaine d'années ont changé la donne : affirmation de plus en plus marquée de l'individu social autonome au détriment de l'individu soudé à la masse des salariés anonymes, démythification du communisme d'État, réorganisation de l'appareil de production qui privilégie les petites unités et tend à impliquer les salariés dans les objectifs de production, perte d'influence profonde des salariés envers le syndicalisme...

sion sociétaire qui leur assurera une domination incontestable pour des siècles. Du moins l'espèrent-ils.

Pour autant cette considération plus proche de l'ancien régime que du néolibéralisme, se heurtera toujours à la réalité des faits. S'il est vrai que les grandes grèves qui ont structuré l'histoire et les espoirs des exploités semblent se faire rares, il n'empêche que la lutte de classes imprègne tout autant notre quotidien et se redéploie avec des expressions quelques peu nouvelles mais non moins pertinentes. Chacun ayant conscience que le lieu de travail ne constitue plus forcément le seul cœur de la domina-

NE DITES PLUS PATRON, MAIS ENTREPRENEUR



Tous ces éléments et bien d'autres encore font qu'il devient difficile de s'identifier à une classe sociale, ayant des intérêts collectifs spécifiques, porteuse de projets sociétaires émancipateurs. L'appartenance de classe est pour le moment très brouillée. Le matraquage idéologique vantant les mérites du libéralisme et l'implacable compétition liée à la mondialisation des marchés comme l'intégration effective des partis politiques de gauche dans les structures économiques et étatiques ont liquidé les dernières illusions de celles et ceux qui espéraient encore être défendus par les élus. C'est vraiment une époque qui s'achève.

Les nouvelles formes de la lutte des classes

Fort de ce constat les « élites » économiques et politiques ont tout intérêt à profiter de leur avantage pour tenter d'imprimer dans l'imaginaire collectif une nouvelle représentation de la cohé-

tion et de l'exploitation, il s'en suit que les luttes revendicatives d'aujourd'hui ont tendance à avoir d'emblée une dimension sociétaire. A partir d'un problème précis et localisé la réussite ou non d'un conflit dépend de plus en plus de la solidarité qui s'exprime dans l'environnement social.

Et les exemples ne manquent pas : cheminots et infirmières en 86-88, lutte anti-CIP, mouvement de décembre 1995, sans-papiers, chômeurs, lycéens, etc. En quelque sorte, en rendant les entreprises de plus en plus dépendantes les unes des autres et en affirmant que c'est l'entreprise qui fait la société, le patronat amène les salariés à imaginer des réponses globales et sociétaires à l'expression de leur mécontentement. Si le patronat s'adapte aux nouvelles données des marchés et aux nouvelles conditions de vie, à coup sûr la lutte de classes crée et imagine déjà de nouvelles formes de luttes qui en surprendrons plus d'un !

Bernard. - groupe Déjacque (Lyon)

● Nucléaire : quelle sortie ?
● page 2

● Algérie : lutte de clans
● page 5

● Le F.N rentrera-t-il dans
● les lycées ?
● page 8

EDITORIAL

Le capitalisme n'en fini jamais de rebondir sur les progrès de la technologie. Il les utilise pour en dégager le plus grand profit, et s'en attribue le mérite. À en croire, en effet, les grands prêtres du libéralisme c'est grâce au marché, à cette fabuleuse mécanique soi-disant rationnelle que nous pouvons nous asseoir aujourd'hui dans des trains à grande vitesse, surfer sur le net et biper sur notre téléphone portable. Sans capitalisme, point de salut, nous en serions encore à l'âge des cavernes... Enlevez la concurrence, nous dit-on, supprimez l'aiguillon de « l'intérêt individuel », la perspective d'enrichissement personnel, ou encore la menace, pesant sur chaque travailleur d'être licencié et de se retrouver à la rue, et vous aurez la fainéantise généralisée, le chaos... l'anarchie!

Bien sûr, et c'est aussi cela qui fait sa force, le capitalisme a prouvé une certaine forme « d'efficacité » productiviste. Mais les admirateurs de ce système oublient un peu vite ce qui nous paraît pourtant être des problèmes essentiels!

D'abord, le capitalisme tue dans l'œuf de multiples recherches et innovations d'utilité sociale, tout simplement parce que les possédants n'en voient pas les applications « juteuses » en terme de profit. Ensuite, il paraît tout aussi évident que, l'accès aux « bienfaits du progrès », est fort loin d'être équivalent pour tous. À société de classe, consommation et inégalités de classes... Ils oublient encore plus vite que, même dans cette société, rien ne pourrait en réalité se faire sans cet élément essentiel de la vie sociale : la motivation. Ce n'est pas le nombre de chefs au m² qui permet à des millions de salariés, malgré la logique du système et souvent contre elle, d'assurer des tâches d'utilité sociale. Les patrons l'ont d'ailleurs bien compris, et c'est pourquoi ils ne manquent pas de prendre en compte, à leur manière, le facteur de motivation... Pour s'en servir comme d'une technique supplémentaire d'aliénation. C'est ainsi que le « management participatif », qui consiste à tenter d'associer les salariés aux objectifs de l'entreprise, à des plans qualité - en allant jusqu'à proposer aux travailleurs des « contrats moraux » d'obligation de résultat, est devenue une arme appréciée du patronat.

Les pratiques de « certifications qualité » se généralisent dans tous les services publics et sont même devenues la pierre angulaire des processus de restructurations. La « qualité » s'inscrit alors dans un corpus de valeurs ultra-libérales, accompagné d'une langue de bois on ne peut plus hallucinante. Il y a quelques mois de cela, un rapport de l'O.C.D.E. préconisait, pour le secteur de l'éducation, que « les étudiants deviennent des clients et les établissements des concurrents luttant pour obtenir une part de marché [...] Les établissements (devant être) incités à se comporter comme des entreprises ». De quoi nous motiver pour mener de nouvelles luttes...

ISSN 0026-9433 - N° 1140

M 2137 - 1140 - 10,00 F



La sortie du nucléaire, quelle sortie? L'échec commercial du nucléaire

L'HEURE DE VÉRITÉ EST ARRIVÉE pour le lobby nucléaire et la vérité semble amère : l'excursion du nucléaire hors du domaine militaire est un échec. Le nucléaire va de défaites en défaites dans le domaine civil, sur le plan technique comme sur le plan économique. Dans ce contexte le récent accord de gouvernement entre Verts et sociaux-démocrates allemands se révèle être un excellent accord pour le lobby nucléaire.

Le nucléaire civil : échec d'un programme commercial

L'expansion du nucléaire, en France comme ailleurs, est le fruit du « complexe étatico-industriel » à l'œuvre dans tout grand programme technologique qui touche à des intérêts stratégiques déterminants. Le scénario est connu mais mérite d'être rappelé : le grand programme civil constitue, depuis l'après-guerre, un mode d'action privilégié des États pour promouvoir le progrès des techniques. Dans les domaines de grands équipements de pointe, les exigences de la technologie (coûts, délais de développement) ainsi que la nature et l'ampleur des enjeux amènent à l'établissement d'une relation privilégiée et durable entre l'État et l'industrie, relation dans laquelle s'inscrit le grand programme. Pour ce complexe étatico-industriel le nucléaire est une affaire juteuse, d'un point de vue symbolique pour les technocrates (le pouvoir dans l'État et l'autonomie face aux instances « démocratiques »), d'un point de vue capitaliste pour les industriels (retours sur investissements couverts par la puissance publique quoi qu'il arrive). C'est dans ce cadre qu'il faut comprendre l'incroyable surdité du complexe face à toute argumentation quelque peu rationnelle sur les dangers et les coûts. De leur côté les technocrates ont une vision des plus simplistes de la science : une ligne temporelle conti-

nu où les obstacles se franchissent plus ou moins régulièrement. De là une foi absolue sur l'avenir : un jour viendra où le problème des déchets radioactifs sera résolu, un jour viendra où les surgénérateurs montreront leur formidable capacité à produire de l'énergie quasi-gratuite, etc. Tout est question de temps, or le temps est précisément ce que leur accorde la puissance étatique, bonne fille pour ses petits génies. Quant aux accidents majeurs toujours possibles et autres contaminations plus banales, ce sont des paramètres probabilistes abstraits et leurs conséquences sociales sont a priori maîtrisables dans le cadre d'un État fort (qui est la conception politique dominante des couches technocratiques). Quant à l'environnement, on se charge d'expliquer aux écologistes que la réduction de l'effet de serre vaut bien, à tout prendre, un ou deux mini-Tchernobyl... Du côté des capitalistes, le nucléaire est un domaine profitable à souhait, de nouvelles branches industrielles se créent (les petits veinards de l'industrie du retraitement des déchets radioactifs, par exemple, voient leur activité assurée pour l'éternité, quelle autre industrie pourrait en dire autant?), et si les choses tournent mal après trente ans de subventions publiques (pour les constructeurs de centrales par exemple) un redéploiement dans d'autres activités (l'énergie renouvelable par exemple) est facile puisque l'accumulation de capital est fait. Le Capital s'est construit un nid douillet dans la raison d'État!

« Trop grand, trop cher, mon fils ! »

Toutefois l'accord étatico-industriel est aujourd'hui mis à mal, et ceci pour la bonne raison qu'un grand programme technologique doit reposer sur une base technologique suffisamment saine pour espérer se développer par ses propres moyens dans l'univers du Marché... Or le nucléaire va d'échecs en échecs sur

ce terrain et la démesure de cet échec fait peur, même dans le milieu restreint des décideurs de l'industrie énergétique.

planète avec les conséquences que cela induit sur les prévisions d'exportation et de développement de cette filière, etc.



En bref, une fois que la sécurité et la rentabilité des investissements, nécessaires au lancement du grand programme technologique, a été assurées par le biais des pouvoirs publics et l'alliance étatico-industrielle, il faut quand même que, par elle-même, la nouvelle branche industrielle garantisse sa rentabilité pour les capitaux privés. C'est la phase réellement commerciale, ainsi par exemple pour l'industrie spatiale avec le lancement des satellites commerciaux, mais le nucléaire...? Le nucléaire n'est plus officiellement compétitif sur le marché de l'énergie, il ne l'a jamais été suivant les antinucléaires à caulettes, mais cette affirmation mérite qu'on s'y arrête quelque peu. Dans la configuration économique récente les paramètres défavorables se sont accumulés : les progrès dans les techniques classiques du thermique renforcés par la stabilité, au moins assurée à moyenne échéance, du prix du pétrole (avec la perspective, suivant le bon vouloir américain, d'un retour de l'Irak sur le marché), la concurrence du gaz naturel avec le développement rapide de la cogénération, la nette inflexion de la courbe de consommation électrique partout dans le monde avec du coup des prévisions plus optimistes sur le stock de matières fossiles disponibles, la prise de conscience que la technique nucléaire sera toujours trop lourde et trop chère pour au moins un tiers de la

La conjoncture n'est donc pas bonne pour le lobby nucléaire mais il y a tout deux raisons fondamentales qui expliquent l'échec actuel : l'une sociale, « l'acceptabilité sociale » du nucléaire, comme disent les technocrates, est exécrable, l'autre technique, l'échec technologique des surgénérateurs, qui devaient prendre le relais des centrales nucléaires classiques et résoudre, dans l'utopie nucléaire, les problèmes des déchets radioactifs. Ce problème des déchets n'est toujours

pas résolu et ne peut pas l'être ; il comprend non seulement les combustibles irradiés mais aussi l'ensemble des unités nucléaires, qui deviennent des déchets au fur et à mesure de leur démantèlement. Il n'est pas qu'un problème sanitaire, il est d'abord dans la visée du passage au commercial un problème économique majeur. Ainsi faute de pouvoir accéder à la phase commerciale, hors de la tutelle étatique, le nucléaire est condamné. « Trop grand, trop cher, mon fils ! »

La sortie du nucléaire, quelle sortie?

C'est dans ce contexte de spleen du nucléaire qu'il faut situer l'accord de la coalition rouge-verte en Allemagne. Cet accord donne le signal officiel du repli du nucléaire, et la France suivra à plus ou moins longue échéance et quelles que soient les rododromes du lobby politico-technocrate. Cet accord, qui donne toute latitude à la négociation avec les industriels, c'est-à-dire qui garantit les profits acquis sur le dos de la communauté publique, ne fixe pas de dates pour l'arrêt des centrales et il est donc un bon accord pour les nucléocrates, dont les plus réalistes ont pris depuis longtemps la mesure de l'échec du nucléaire. C'est un accord politicien, où a été abandonné le principe d'une sortie immédiate du nucléaire et qui ne peut satisfaire les antinucléaires. En effet, pour nous anarchistes la lutte doit viser la sortie immédiate du nucléaire. C'est là une nécessité sociale et politique.

Luc Bonet
(liaison Poitiers)

Limousin pouvelle nucléaire

Ce qui devait arriver arriva. Le Conseil général de la Haute-Vienne a bien été obligé de le reconnaître officiellement: le lac de Saint-Pardoux est radioactif. Cependant, cette annonce est loin de répondre de façon satisfaisante aux questions concernant la pollution de la région et l'attitude des « responsables » locaux. En effet, pourquoi attendre seulement l'automne 1998 pour « fermer » le lac de Saint-Pardoux, alors que le préfet, ainsi que tous les élus du Conseil général, du Conseil régional du Limousin et les députés de la Haute-Vienne, notamment, ont été alertés depuis des années (par notre organisation et par d'autres associations) sur les risques de contamination du site?

S'il est intolérable que l'argent public ait été investi dans des infrastructures touristiques sur un site contaminé, comment qualifier ceux qui ont incité à se baigner dans un lac radioactif en le présentant comme une vitrine du « tourisme vert » en Limousin?

Quant à tous ceux qui ont fait semblant de ne rien savoir durant toutes ces années en conservant un silence complice, ils se doivent d'expliquer leur attitude. Et il est hors de question qu'ils nous refassent le coup du « responsable mais pas coupable » ! Cependant, le scandale du lac de Saint-Pardoux ne doit pas servir d'arbre cachant la forêt et les « responsables » locaux doivent donc faire toute la lumière sur la pollution radioactive dans l'ensemble de la région. [...]

Pour un état des lieux sanitaire et un recensement de l'ensemble des sites contaminés.

Pour que le rapport de la CRII-Rad sur la radioactivité en Limousin soit enfin rendu public.

Pour l'évacuation des populations en danger.

Pour une décontamination totale aux frais du (des) pollueur(s).

Pour que Cogéma foute le camp définitivement de la région (comme de partout ailleurs).

Les déchets ni ici, ni ailleurs ! Non au nucléaire !

Organisation asnarxiste de Limoges

* CRII-Rad: Commission de Recherche Indépendante d'information sur la Radioactivité.

le monde
libertaire

Rédaction-Administration : 145, rue Amelot
75011 Paris. Tél. : 01 48 05 34 08
Fax : 01 49 29 98 59

Bulletin d'abonnement

Tarif	France (+ DOM-TOM)	Sous pli fermé (France)	Etranger
1 mois 5 n°	<input type="checkbox"/> 35 F	<input type="checkbox"/> 70 F	<input type="checkbox"/> 60 F
3 mois 13 n°	<input type="checkbox"/> 95 F	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 140 F
6 mois 25 n°	<input type="checkbox"/> 170 F	<input type="checkbox"/> 310 F	<input type="checkbox"/> 250 F
1 an 45 n°	<input type="checkbox"/> 290 F	<input type="checkbox"/> 530 F	<input type="checkbox"/> 400 F

Abonnement de soutien : 350 F. Abonnement étranger sous pli fermé : tarif sur demande. Pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction sur les abonnements de 3 mois et plus en France métropolitaine (sous bande uniquement).

(lettres capitales)
Nom Prénom
Adresse

Code postal Ville
Pays A partir du n°(inclus).

Chèque postal Chèque bancaire
Virement postal (compte : CCP Paris 1128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico à joindre au bulletin.
Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage.

Rédaction-Administration :
145, rue Amelot, 75011 Paris
Directeur de publication : André Devriendt
Commission paritaire n°55 635
Imprimerie : La Vigie, 24, rue Léon-Rogé,
76200 Dieppe.
Dépôt légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - La Vigie
Diffusion N.M.P.P.

Le syndicalisme enseignant dans l'impasse

AU MOMENT OU LES LYCÉENS, inexpérimentés et même parfois maladroits, mais fort de leur dynamisme, mettent le gouvernement sur la défensive, les syndicats de profs se révèlent incapables de faire obstacle aux réformes d'Allègre qui visent à préciser l'enseignement. Il ne s'agit évidemment pas d'améliorer, comme le dit le ministre, les conditions de travail des lycéens, mais plus prosaïquement de faire des économies, en remplaçant des postes de salariés de l'État par des petits boulots et des contrats à durée déterminée.

Pourtant l'Éducation nationale devrait être un secteur privilégié pour le mouvement syndical. Elle compte plus de 30 % de personnels syndiqués, contre 8 % pour l'ensemble du salariat, ce qui représente sans doute plus de 350 000 adhérents. Avec de telles forces, on s'attend à ce que les syndicats de profs soient en mesure de défendre efficacement leurs idées, ou au moins empêcher Allègre et sa grande gueule démagogique d'imposer l'enseignement au rabais. Les faits montrent malheu-

reusement depuis la rentrée de septembre exactement l'inverse. Les syndicats enseignants ont été incapables de résister à Allègre et ils surfent maintenant sur les revendications des lycéens, en espérant retirer des miettes d'une action qu'ils ont été, eux, incapables de mener.

Syndicalisme autonome

Pour comprendre cette faiblesse de l'action revendicative, il faut avoir à l'esprit les spécificités du syndicalisme des profs. L'essentiel des enseignants syndiqués le sont dans l'une des deux grandes fédérations syndicales de l'Éducation nationale: la F.S.U. (S.N.U.I.P.P. pour le primaire et S.N.E.S. pour le secondaire) et la F.E.N. (S.E. pour primaire et secondaire).

Pour situer les rapports de force et l'audience des uns et des autres, on peut se reporter aux résultats des élections professionnelles de 1997, toutes catégories de personnels confondues: F.S.U. 34 %, F.E.N. 29 %, C.F.D.T. 11 %, F.O. 8 %, C.G.T. 7 %, autres 11 %. La F.E.N. (Fédération de l'Éducation nationale) est née en 1924. Le syndicalisme enseignant a son origine dans la branche du syndicalisme français issue du mouvement ouvrier. Mais il a trouvé sa spécificité dans la volonté des profs de rester entre eux, faisant ainsi le choix de l'autonomie syndicale, c'est-à-dire du repliement à l'intérieur de la seule Éducation nationale et à l'écart des grandes confédérations interprofessionnelles. Cette fuite du reste du monde du travail explique qu'il n'y a aujourd'hui aucune culture de la lutte dans les établissements scolaires. Les profs ne savent pas se battre contre leur patron: l'État.

Corporatisme

La F.E.N. a scissionné en 1992, se divisant en F.E.N. qui recherche la cogestion de l'école avec le ministère et la F.S.U. au discours plus revendicatif, mais aux pratiques tout aussi corporatistes. Querelle de famille plus que progrès du syndicalisme de lutte, mais surtout partage entre frères ennemis du

gros gâteau que constitue les cotisations des profs.

L'essentiel de l'activité des syndicats enseignants consiste à essayer de faciliter les mutations de leurs membres. Chaque centrale a ainsi une « clientèle » assez vaste mais fort peu de militants. Au moment des mutations les syndicats ressemblent plus aux Trois Suisses ou à la Redoute qu'à des structures de lutte. C'est à celui qui informera ses « clients » le plus vite et avant le ministère. Pour la F.S.U. c'est 24 heures chrono, la lettre part le soir même. À cette période 100 % des effectifs du syndicat se consacrent à cette tâche, qui se révèle être la principale raison d'être du syndicat. Nombreux sont les profs qui se sont syndiqués à un moment charnière de leur carrière pour obtenir le poste souhaité et n'ont pas repris leur carte une fois celui-ci obtenu. De même, beaucoup d'adhérents seraient bien en peine d'expliquer les positions de leurs syndicats au-delà du sempiternel « plus de moyens ». L'Éducation nationale a une tendance très forte à fonctionner comme un vase clos et les syndicats participent à cet isolement en coupant les profs du reste du salariat. Il est ainsi pratiquement impossible de mettre en grève les enseignants sur des problèmes sociaux qui concernent tous les travailleurs.

Trois jours de grève contre le plan Juppé en 1995 représentent un maximum. Dans l'Éducation nationale on pratique rituellement la grève d'une journée (deux ou trois fois l'an) et « à la carte », véritable fourre-tout de revendications où chacun peut composer son menu en fonction de ses problèmes ponctuels. Bien entendu l'efficacité de

telles actions est dérisoire comme l'on montré les deux grèves superbement ratées du début de l'année scolaire. Mais finalement ces échecs ne posent pas de gros problèmes aux syndicats puisque la majorité de leurs membres n'ont pas adhéré pour se battre autour de revendications collectives mais pour consommer du service aux enseignants.

Revendications sociales?

Les profs sont-ils capables de se mobiliser autour de véritables revendications sociales? C'est peu probable. Le simple fait d'avoir un ministre socialiste paralyse complètement leur capacité d'action même quand les raisons de se battre ne manquent pas. On ronchonne, on se plaint, on s'agrite à l'abri de la ligne Maginot de la fonction publique... mais pas d'action.

Pendant ce temps les conditions de travail des personnels les plus récemment recrutés se dégradent à grande vitesse. Pourtant le discours de la F.S.U. est souvent revendicatif et virulent, sur le modèle de celui de la C.G.T. En théorie, la F.S.U. est un acteur du mouvement social. Par exemple, elle soutient les mouvements de chômeurs. En pratique elle peut réunir au plus quelques dizaines de militants pour cela. C'est ce grand écart constant entre les discours et les pratiques quotidiennes, dans un monde clos et qui se croit assez protégé pour se masquer la réalité, qui est inquiétant. Dans l'état actuel des choses, il n'y a donc rien à attendre des profs. La contestation sociale ne viendra pas de là.

EG.

groupe Sabaté (Rennes)

Acharnement judiciaire

L'École émancipée condamnée

NOUS VOUS TENONS RÉGULIÈREMENT INFORMÉS du nombre croissant de procès auxquels le *Monde Libertaire* ou *Radio libertaire* sont confrontés. La plupart des lecteurs du *Monde libertaire* a sans doute entendu parler de cette mode inquiétante, qui consiste à se servir de l'institution judiciaire pour briser toute tentative d'information non conforme. Ce sont nos amis de l'École Émancipée, revue de la tendance révolutionnaire du syndicalisme enseignant, qui viennent d'en faire les frais.

Un arrêt de Cour d'Appel en date du 1^{er} octobre 1998 vient en effet de condamner cette revue presque nonagénère à 20 000 F d'amende (plus les frais de justice...) pour un article consacré à « Alexis Carrel, maître à penser de l'extrême droite ».

Les circonstances de cette condamnation méritent d'être soulignées, tant elles montrent que, lorsqu'il s'agit de faire taire des plumes désagréables, les censeurs savent être tortueux. L'École Émancipée est en effet condamnée à cause de l'extrait ci-dessous de l'article incriminé :

« Qu'on pense à la dérive antisémite de ce militant écologiste lyonnais, Jean Brière, qui fut pourtant un des premiers à exiger très tôt que la faculté Alexis Carrel soit débaptisée. Il y a quelques années, J. Brière, exclu des Verts et condamné par la justice pour un texte antisémite est allé jusqu'à collaborer, en compagnie de P.

Guillaume de la « Vieille Taupe », Notin et Garaudy (déjà!), à la revue néo-nazie *Nationalisme et République*. » Il est remarquable que Brière n'ait fait porter sa plainte que sur l'information en gras, le reste de la phrase ne le gênant manifestement guère.

Quant au passage incriminé, il est effectivement faux, Brière ayant été relaxé en appel après une condamnation en première instance. La bonne foi du rédacteur a simplement été trompée par un article de *Minute* datant de 1996 et relatant ladite condamnation. Brière, l'auriez-vous cru, n'a jamais jugé utile de poursuivre *Minute*, ce qui semble n'avoir pas frappé les juges.

Pour une revue de qualité, mais à l'équilibre financier évidemment précaire, c'est un coup dur, nous sommes malheureusement bien placés pour le savoir. À travers cette censure économique qui frappe de plus en plus souvent, de plus en plus fort, ce sont des menaces de plus en plus précises qui pèsent sur la liberté d'expression. C'est désormais clair, il va falloir mener un combat, probablement de longue haleine, pour défendre cet acquis historique du mouvement social. Dans cet esprit, nous assurons nos camarades de l'École Émancipée de notre solidarité et de notre soutien fraternel.

François Coquet

Un bon moyen de soutenir l'École Émancipée, c'est de s'y abonner (300 F à l'ordre de Collette Malet, Le Stang, 29170 Plogastel-Saint-Germain pour 12 numéros)

En bref

■ Le numéro 211 d'Alternative Libertaire vient de paraître. Au sommaire: Crime d'Etat-Semira, 20 ans pour toujours; Europe fteresse, Les camps de la honte; 11 novembre: aux sources de l'antimilitarisme libertaire; Transports gratuits pour les minima sociaux; Les traités européens; Journée internationale contre la Mac-Domination; Défense du service public ou de l'Etat?; A propos du municipalisme libertaire. Alternative Libertaire est disponible par correspondance: au numéro 100 FB ou 20FF. Chèque à l'ordre de Roger Noël - BP 103 - 1050 Ixelles 1 - Belgique.

■ Prochaine permanence du groupe Makhno de Saint-Etienne le 24 novembre de 17 à 19 heures à la bourse du travail.

■ Permanence du groupe de la Villette vendredi 20 novembre de 21 h à 24 heures à l'Usine (102 bd de la Villette, Paris 19^e). Vente à la criée du Monde libertaire, à l'angle des avenues Jean-Jaurès et Secrétan chaque vendredi soir entre 18 et 19 heures.

■ Le journal Alternative Libertaire (Bruxelles) et l'Association pour l'Art et l'Expression Libre (Toulouse) viennent d'éditer une affiche (50 x 50 cm) avec, sur fond bleu cerclé des étoiles jaunes de l'Union européenne, le texte « EXPULSIONS: ON ETOUFFE! ». Elles sont disponibles par correspondance, 50 F les 10 (frais de port compris) à l'adresse d'Alternative Libertaire, BP 103 à 1050 Ixelles 1, Bruxelles, Belgique (chèques à l'ordre de Roger Noël).

Faits d'hiver Au fil du temps

Il y a quelques semaines de cela, le maire de Delun s'était « amusé » à faire bouger quelques cierges et quelques statues dans l'église de son village pour attirer l'attention sur sa commune. L'opération fut un franc succès puisque « l'église hantée » fit la une des médias et que les curetons durent se résoudre à faire venir un... exorciste.

Mis en examen pour « dénonciation mensongère de faits qui ont exposés les autorités à d'inutiles recherches », il risque trois ans de prison et 300 000 F d'amende.

En clair, à l'aube de l'an 2000, les autorités d'un pays qui se targue d'être un phare de la civilisation et qui, mieux encore, est gouverné par une gauche divinement plurielle, affirment disposer de temps pour faire d'utiles recherches sur... « le Diable ».

Les capitalistes américains dont chacun sait qu'ils sont passés maîtres dans l'art de conjuguer des bondieuseries d'un autre âge au temps du nouveau dieu dollar ont décidés, persuadés que le temps passé aux toilettes peut rapporter de l'argent, d'installer au dessus des urinoirs de Colombus (Ohio) des moniteurs d'ordinateurs donnant des résultats sportifs entre deux pages de pub.

En clair, à l'aube de l'an 2000, le guide suprême de la civilisation s'apprête à ne plus prendre le temps... de pisser.

Il y a quelques jours, le vieux « roi nègre » du Front National, qui ne passe pas spécialement pour un porte drapeau de la civilisation, et sur qui le temps semble ne pas avoir de prise, a néanmoins pris le temps de faire déposer une gerbe sur la tombe du boucher Pétain.

En clair, à l'aube de l'an 2000, le non détail de l'ignominie n'en finit pas de défier le temps.

Il y a peu, un rouquin qui avait, un instant incarné l'espoir d'un printemps trop bref, et dont tout un chacun se souvient qu'il avait, en 1968, traité Aragon de « crapule stalinienne », vient de « découvrir » que Robert Hue et le parti communiste français n'étaient plus, « globalement », stalinien.

En clair, à l'aube de l'an 2000, Daniel Cohn-Bendit, le nouveau pape de la civilisation libertaire-écologie-ramollo, est en train d'essayer de nous vendre la vieille machine à remonter le temps de l'infamie.

À l'évidence, nous n'avons donné que trop de temps au temps de tous ces intolérables!

Jean-Marc Raynaud

Corvée de repacsage

RÉVOILÀ DONC LE PACS pour un deuxième tour de piste, qui s'annonce aussi pathétique que le premier (ce qui est en soi déjà un exploit). Résumons. Les socialistes, vexés d'avoir fait capoter un projet pourtant inscrit à leur programme électoral et de se l'être fait reprocher par leurs alliés qui ne manquent pas d'air puisqu'ils étaient tout autant fautifs, ont décidé du reficeller un projet de loi tout seuls, comme des grands. Vexés, les Verts, le P.C.F. et les Rad-Soc présentent chacun leur projet. Les Verts ne veulent pas des frères et soeurs, le P.C.F. veut que ce soit en Mairie (à moins que ça ne soit l'inverse on ne sait plus trop). En fait, c'est l'art d'amender pour l'art d'amender. Ce dont nous avons besoin, c'est du droit de s'associer autrement que commercialement. Homos, hétéros, frères et sœurs, cul et chemise, etc. Et je persiste à dire que dès lors que l'individu est la cellule de base de la société, et non pas le couple ni la famille, je ne vois pas pourquoi trois, quatre ou plus

de personnes n'auraient pas le droit d'avoir un projet de vie commune. Mais ça serait trop leur demander... En face, on est pas plus uni. Christine Boutin s'offre cinq heures de gloire politique et il n'y a guère que ce pauvre Debré pour la trouver « bonne » (sic). Les autres se tapent un peu la honte de l'avoir comme copine, mais comme ils n'osent pas aller pisser pendant qu'elle cause, ils attendent que la gauche s'énerve pour demander des suspensions de séances. Que ces gens là ont une vie trépidante!

AntiPACS ou anti-homosexualité ?

Mais revenons – brièvement – à Mme Boutin, dont la foi catholique se lit dans l'or de ses bijoux. Et ça brille et ça cliquette : la vulgarité même. Mme Boutin, intellectuelle devant l'Éternel (qui avait sûrement besoin d'elle) livre à l'humanité reconnaissante la définition qui manquait encore à la psychanalyse de la sexualité, rien moins que le chaînon

manquant, la quadrature du cercle. L'homosexualité serait donc « l'impossibilité d'un être à pouvoir atteindre l'autre dans sa différence sexuelle » c'est-à-dire « l'expression de l'exclusion ». Donc, si je la suis bien, les homosexuels excluent plus qu'ils ne se font exclure. Les nazis en ont déporté 80 000 parce que, c'est bien connu, les nazis détestaient l'exclusion sous toutes ses formes et qu'ils voulaient en finir avec ces exclueurs. Tout comme ils voulaient en finir avec les juifs dont la judaïté serait, selon le même raisonnement puissant, l'impossibilité d'un être à pouvoir atteindre l'autre dans sa différence chrétienne. Du coup, Mme Boutin donne de l'eau sale au moulin rouillé des pédophiles militants qui pourront la suivre en déclarant que la non-pédophilie c'est l'impossibilité à atteindre l'autre dans sa différence d'âge.

Ça valait bien cinq heures d'exposé, heureusement après l'heure du coucher des enfants, tant l'obscénité règne dans cette pensée simplette



de serpent qui se suce la queue. Et puis, après le sérieux des débats, il y eut le folklore des séances houleuses. La vision d'une Mme Boutin arc-boutée sur son pupitre qu'elle essayait de faire claquer le plus fort possible sans s'y coincer les doigts ne réussit cependant pas à faire de

cette soirée un moment historique du parlementarisme. On a beau dire ce qu'ont veu des staliniens, mais quand Jeannette Vermeersh, debout sur son pupitre, montrait son cul à Herriot, ça avait quand même un peu plus de gueule. Littéralement.

Andi B.

Fin de la sidérurgie à l'Ardoise (Gard)

Francis Mer, pdg d'Usinor se prépare depuis le mardi 13 octobre (jour de la signature du compromis de vente) à prendre en plus de ses fonctions actuelles la présidence du groupe sidérurgique belge Cockerill Sambre. Usinor vient donc de racheter 53 % du capital de Cockerill pour 4,2 milliards de francs affichant ainsi clairement sa volonté de centraliser la majeure partie de sa production dans le nord-est.

En prenant les rênes de l'ancien groupe de Jean Gandois, ex patron du C.N.P.F., il devient le premier groupe sidérurgique européen et le troisième mondial. Usinor amorce une montée en puissance du site d'Isbergues (Pas-de-Calais) faisant ainsi passer sa production de 350 000 tonnes par an à 700 000 à l'orée de l'an 2001.

Le clou de l'insécurité de l'emploi, du chômage, de l'exclusion s'enfoncent encore un peu plus sur ce qui reste des travailleurs de l'ex-Ugine Aciers de l'Ardoise, qui en 1974 comptait 1200 employés. De plan de restructuration en plan de restructuration, 1300 travailleurs sont virés, mis en préretraite ou

mutés vers Ugine Gueugnon et Fos sur mer. Pour pousser au départ les indécis, certains reçurent jusqu'à 250 000 francs. Beaucoup, éblouis et fatigués par des luttes stériles, tombèrent dans le piège. Le réveil fut rude. Restent aujourd'hui 400 ouvriers (car contrairement à des idées répandues, aucun immigré ne remplaça les partants). Ainsi s'éteignent au début du XX^e siècle les fours de l'Ardoise.

Les syndicats réformistes C.F.D.T. et C.G.T. se lamentent et déplorent cette politique, mais ne proposent rien (d'ailleurs l'ont-ils déjà fait ?). Cela démontre que ces syndicats affiliés à des partis politiques au pouvoir ne veulent pas déranger leurs complices.

Ils roulent ainsi pour le grand capital et contre l'intérêt de ceux qu'ils sont censés représenter. Prouvant encore une fois que la délégation de pouvoir sans contrôle par les concernés est néfaste pour une société. Et que le « vote utile » ne remet rien en cause.

Michel. – groupe du Gard

Sur la vie à Besançon et aux 408 en particulier Chronique d'une lutte perdue

LE QUARTIER DES 408 EST UN quartier dit sensible avec une histoire particulière. Comme dans toutes les cités, les habitants doivent vivre avec leurs problèmes, leurs misères, leurs cultures différentes, le regard des autres et les politiques des institutions. Et c'est bien souvent eux qui créent les problèmes. L'exemple : l'école maternelle située au cœur du quartier.

Cette école comptait quatre classes mais au moment de la réhabilitation, du fait des nombreux déplacements et départs, il fut décidé de fermer l'une des classes en attendant de la rouvrir à la fin des travaux. Les travaux sont terminés, la classe est toujours fermée.

Face à cette situation les parents d'élèves, surtout des mères, se sont mis en mouvement. Cela débuta le vendredi 4 septembre par le blocage de l'école et dura plusieurs semaines avec diverses

actions : pétition, blocage de l'école, démarches auprès des élus, interventions devant le recteur, l'inspecteur académique, rassemblement dans le quartier, classes sauvages. Le soutien des élus a été plus que discret, hormis dernièrement celui du maire P.S. Il faut aussi noter que les décideurs ont voulu se foutre de la gueule des gens de façon trop ouverte. Leurs magouilles et machinations ont été démasquées : radiation de certains enfants sans prévenir les parents, brigueusement des parents souhaitant inscrire leurs enfants d'un service à un autre : orientation vers d'autres écoles dont l'école privée... Leur mauvaise foi est flagrante et leur volonté de fermer la classe d'autant plus.

Rien n'y a fait. La situation est toujours bloquée, émaillée de quelques actions sporadiques comme la participation à la manifestation lycéenne du

mardi 20 octobre au cri de « Dans les maternelles aussi 25 élèves ça suffit ! ». D'autres actions sont encore prévues mais restent des interpellations des pouvoirs publics du fait, entre autres, de la faible mobilisation active.

Par contre, en matière de prévention, les gouvernants ont trouvé les moyens de nous envoyer une équipe de quatre « agents de proximité » (police nationale) et les HLM ont intégré un agent de médiation sociale. Cela constitue une réalité de plus en plus visible sur les quartiers de Besançon : la présence de plus en plus d'uniformes dont on juge mal des possibilités de travail préventif.

Entre deux discours, ils ont joué la répression en la masquant sous d'autres noms. Il n'en reste pas moins que les nombreux emplois-jeunes ainsi créés jouent ce rôle et les lycéens devraient y être attentifs dans leurs revendications.

groupe Proudhon (Besançon)

PARIS

3 manifs en 3 heures!

Samedi 7 novembre. 13 h 30, Denfert-Rochereau.

Manifestation anti-PACS : Le vert et le bleu foncé des tenues d'hiver de la France catho intégriste dominant. En début de cortège, les jeunes d'Action française se sont transformés en service d'ordre. Toutes les associations de défense de la famille sont là : 5 000 à 6 000 personnes selon les keufs.

Les slogans sont particulièrement faibles, comme « Le PACS ne passera pas » ou bien « PACS non, au cul, au cul, aucune hésitation » lancé par l'animatrice du char « Défense des familles de France » qui a du mal à être repris par une foule plutôt guindée... Plus tard, sur « une musique de boum » l'animatrice appelle les gens à danser... S'ensuit un « radio-crochet » : « Monsieur me dit qu'après 27 ans de mariage, il aime toujours sa femme. C'est merveilleux non ? » et encore : « Comment vous appelez-vous ? Clémentine, 10 enfants et follement heureuse en ménage... » La foule applaudit, on se croirait dans une kermesse géante, et attérente...

Une dame sexagénaire brandit une pancarte « PS = PD ». Un argument qui va loin, Marie-Cécile, si on réfléchit!...

Les tracts ? Le M.P.F. de De Villiers : « PACS : familles en péril ». Comme s'il était question de les obliger à divorcer pour signer un PACS... « Vive la vie » de la J.A.C. avec son éditorial amalgamant « avortement, violences, suicides, overdoses, sida, euthanasie et mariages homos » comme appartenant à « une culture de la mort ».

Le F.N. et ses élus locaux qui appelaient à la manif ferment la marche. Visiblement, il y a eu des consignes de bonne tenue. Les derniers militants des associations catholiques intégristes de Vauresson, La Celle-Saint-Cloud, Versailles se font poliment bousculer pour intégrer le cortège avant le F.N. Tout cela est très « bon chic bon genre » mais ce sont ces gens qui ont si bien influencé les élus de la gauche plurielle et les ont amenés à édulcorer le projet de loi. Et ce sont leurs amis politiques qui font de leur mieux pour bloquer le débat à l'Assemblée nationale.

14 h 30 : Port-Royal.

300 personnes sont venues manifester contre la présence de Millon et « La Droite », à la porte de Versailles. L'appel pour cette manifestation a été très peu diffusé mais l'important c'était d'être là, d'autant que les anti-PACS étaient à 200 mètres...

15 h 30 : Ambassade des Etats-Unis.

Une centaine de personnes, à l'appel de « l'american against the death penalty » et le M.R.A.P. contre la condamnation à la peine de mort de Mumia Abu Jamal en Pennsylvanie. La présence libertaire fut faible, sans doute n'avons-nous pas mobilisé à temps. Un homme est condamné à mort, et cette lutte-là non plus n'est pas finie...

Patrick. – groupe Paris 11^e de la F.A.

ALGÉRIE

La lutte des clans

Menace sur la presse libre » (*El Watan*), « La presse doit se taire » (*Le Matin*), « Les imprimeries menacent la presse indépendante » (*Liberté*). Le 15 octobre, les « unes » d'une partie des quotidiens algériens étaient alarmistes. La raison d'une telle levée de boucliers : quatre des principaux quotidiens francophones privés (*El Watan*, *Le Matin*, *La Tribune* et *Liberté*) ne sont plus imprimés, depuis le 18 octobre, pour « non-paiement de dettes ». Présentée comme commerciale, l'affaire est politique. Rappelons que l'État algérien détient le monopole pour l'impression des journaux. En signe de solidarité d'autres journaux ont

cessé leur parution. Mais le véritable enjeu est-il réellement la « liberté de la presse » ? Il n'y a pas de presse indépendante, même relativement, en Algérie (cf. encart). Dans leur ensemble, les journaux se bornent à reproduire soit les positions officielles, comme *El moudjahid* ou *L'Authentique*, soit les positions des partis liés au bloc éradicateur dit démocratique, qui sont les plus fervents soutiens de la politique répressive du pouvoir en place, comme le Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), *Liberté*, ou les communistes d'Ettahadi, *Le Matin*. Ce n'est pas la première fois que le pouvoir utilise cette forme de cen-

sure radicale. Il y a près de deux ans, en décembre 1996, l'hebdomadaire *La Nation*, hostile à la stratégie éradicatrice et proche des thèses de la plate-forme de Rome, avait du cessez brutalement sa parution, formellement pour non-paiement de dettes, sans que cela entraîne d'ailleurs un mouvement de solidarité des autres journaux. Encore récemment, *El Watan* affirmait que la suspension de *La Nation* était une affaire purement commerciale...

Des enjeux de pouvoir

Pourquoi une telle sanction frappe-t-elle aujourd'hui des journaux qui, dans le passé, ont amplement démontré leur docilité ? Tentons de cerner les véritables enjeux. Après une campagne de presse très virulente, deux ministres ont du démissionner : Mohamed Adami, en charge de la Justice, le 18 octobre, et le général Betchine, homme fort du régime et principal conseiller du président, le 19 octobre. Or, dans cette affaire, les journaux sanctionnés avaient été en première ligne. Une explication paraît convaincante. Le pouvoir algérien, c'est-à-dire la haute hiérarchie militaire, est actuellement divisé. Différents clans s'affrontent autour d'enjeux bien peu idéologiques mais clairement pécuniaires : obtenir plus d'influence c'est s'assurer les meilleures places, celles qui permettent de toucher les pots de vin et de détourner la rente gazière et pétrolière. Dans ce petit jeu opaque, les différents journaux se font les porte-voix des différents clans militaires. Quand *El Watan* ou *Le Matin* atta-

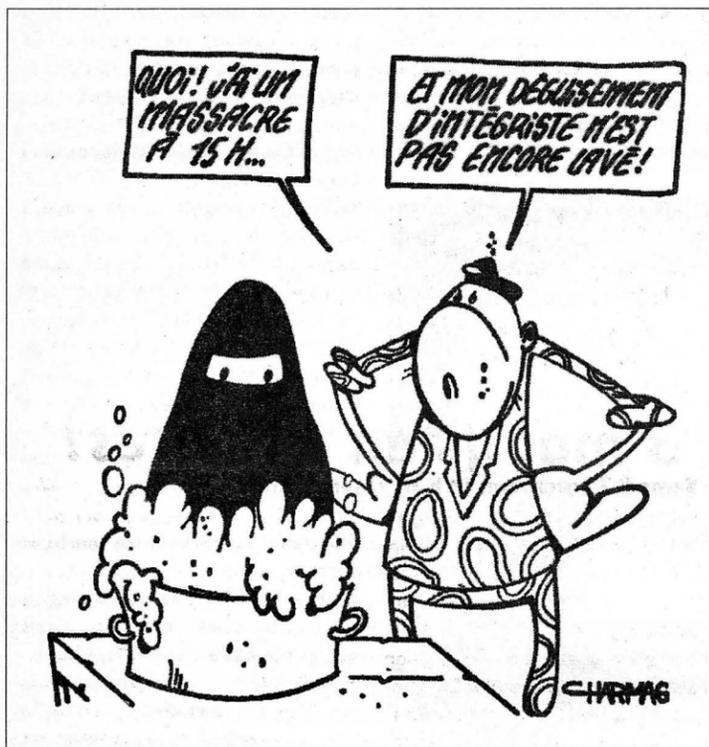
Censure et raison d'État

À en croire le pouvoir, l'Algérie serait « le seul pays du monde arabe qui possède une presse libre ». Rien n'est plus éloigné de la réalité. Après le coup d'État de 1992 et la mise hors la loi du FIS, les marges de liberté conquises par la presse à la fin des années 80 se sont réduites comme peau de chagrin. Depuis l'élection à la présidence de Zeroual, en 1995, cette tendance s'est encore nettement aggravée. En Algérie, « quiconque publie ou diffuse délibérément des informations erronées ou tendancieuses, de nature à porter atteinte à la sécurité de l'État et à l'unité nationale, est puni de cinq à dix ans de réclusion ». Depuis six ans, on comptabilise une soixantaine de mesures de saisie, de suspension ou d'interdiction de journaux, mais aussi l'incarcération de quelque vingt-cinq journalistes et l'interpellation d'une quarantaine d'autres. La trace d'au moins deux d'entre eux, « disparus », se perd après leur arrestation par les forces de sécurité. L'information relevant du domaine sécuritaire est sciemment manipulée par le pouvoir. Il est courant d'entendre dire que ce sont les femmes, les intellectuels ou les journalistes qui sont les principales victimes de cette guerre. En réalité, en juin 1996, on estimait à 70 000 le nombre de morts dont 400 femmes et 50 journalistes (1).

Le régime instrumentalise des massacres atroces pour justifier sa politique de continuation de la guerre et de répression sans limites. La plupart des victimes sont anonymes, sans visages. Ce sont des jeunes dont la mort n'est pas exploitable politiquement, des jeunes utilisés comme chair à canon à la fois par les islamistes armés et par les militaires, pour un seul enjeu : s'emparer du pouvoir ou le garder à n'importe quel prix. Ces jeunes des cités algériennes, sous haute surveillance militaire quand les quartiers résidentiels sont eux sous haute protection, à qui l'on dénie tout droit et qui n'ont d'autre alternative que de choisir leur guerre : rejoindre les groupes armés ou les forces de sécurité : armée, police, milices ou gardes communaux.

P.

(1) cf. Louisa Hanoune, « Une autre voix pour l'Algérie », p.21, La Découverte, 1996.



quaient violemment Betchine, ils savaient pouvoir compter sur la haute protection de généraux influents souhaitant à la fois affaiblir Zeroual et écarter l'un des candidats déclarés à sa succession.

Zeroual isolé

Dans ce contexte, la suspension déguisée de plusieurs journaux résulte d'une sorte de trêve conclue entre les différents clans en vue de « calmer le jeu », par instinct de conservation. Depuis le printemps, le déballage public allait crescendo

alors que les candidats au scandale, Betchine était mis en cause pour son affairisme outrancier, sont nombreux et haut placés... Autre élément de ce deal, Zeroual, isolé, a du annoncer qu'il n'irait pas au terme de son mandat présidentiel. Les différents clans militaires cherchent actuellement un candidat présentable, civil de préférence, et qui fasse consensus. Apparemment, la tâche n'est pas facile : la présidentielle anticipée vient d'être reportée de plusieurs mois, en avril 1999.

Patrick
groupe Durruti (Lyon)

Création d'une fédération municipale de base en Calabre

La toile d'araignée communaliste s'agrandit

APRES SPEZZANO ALBANESE ET SAN LORENZO DEL VALLO, San Giovanni in Fiore a aussi sa fédération municipale de base (FMB). Durant l'été 1992 se constituait à Spezzano Albanese la FMB (expérience fédéraliste libertaire et de base). Nous étions conscients d'avoir débuté une importante expérience à l'intérieur de l'archipel alternatif (centres sociaux, syndicalisme de base, structures territoriale autogestionnaires). Archipel qui durant ces années commençait doucement mais sûrement à émerger dans une Italie technocratique.

Tous ceux qui regardaient avec intérêt cette expérience de gradualisme révolutionnaire communaliste ne la jugeraient cependant viable qu'à Spezzano, où la présence libertaire était vieille de plusieurs décennies et où existait la spécificité d'une communauté italo-albanaise. Nous avons plusieurs fois réfléchi, pendant ces années-là, à la possibilité de voir germer ailleurs la graine communaliste autogestionnaire (graine qui à Spezzano avait donné vie à la FMB).

Cet été, une FMB s'est constituée à San Lorenzo del Vallo, commune limitrophe de Spezzano Albanese, mais où la présence anarchiste n'existait que depuis peu d'années.

Aujourd'hui qu'une FMB s'est constituée à San Giovanni in Fiore, gros centre de la Sila (partie de la Calabre - NDLR), suffisamment éloigné de Spezzano Albanese et certainement pas ethniquement albanais, et où la présence libertaire est inexistante, nous sommes amenés aux conclusions suivantes.

• L'enracinement de la présence libertaire dans le territoire aide sûrement au développement d'expériences autogestionnaires... elle en représente l'humus.

• Les origines facilitent peut-être l'affirmation d'un projet alternatif à la culture dominante qui les assujettit (mais elle ne constitue pas un facteur déterminant).

• Les dimensions d'un petit centre aident sans doute l'échange direct... mais évidemment tout ça n'est pas indispensable à la praticabilité d'un projet social alternatif si des groupes de travailleurs, de chômeurs, d'étudiants, de citoyens, peuvent être mis en relation par des structures alternatives qui existent déjà sur le territoire.

La constitution de la FMB de San Giovanni in Fiore a eu lieu le samedi 10 octobre à la suite de nombreuses rencontres, durant l'année, entre la FMB de Spezzano Albanese et d'importants groupes d'étudiants, de chômeurs, de travailleurs, etc. Ces habitants de San Giovanni in Fiore avaient entendu parler de la FMB de Spezzano Albanese et voulaient étendre l'expérience à leur commune.

Pendant les rencontres, la confrontation a eu lieu non seulement sur la finalité et l'organisation des structures municipales déjà existantes, mais aussi sur les problématiques territoriales (travail, chômage, services, espace social...).

Un échange avec les habitants de la commune

En novembre est programmée la première manifestation publique avec conférence-débat de la FMB de San Giovanni in Fiore. C'est l'initiative de confrontation avec les habitants de la commune sur le parti associatif de la structure communaliste, pacte qui met surtout l'accent sur la nécessité d'affronter de manière collective les problèmes du chômage (plaie ancienne

de la réalité du Sud de l'Italie, et mise en lumière dans les luttes menées ces dernières années par les ouvriers forestiers), de la précarité, du manque de services et d'espace social utile pour pouvoir décider et gérer les luttes sociales. La FMB est ce qui manquait, face au clientélisme des partis et syndicats d'État qui se basent sur l'aumône de l'assistance et le travail au noir largement toléré, pour la création de former coopératives autogestionnaires qui valorisent les ressources territoriales et artisanales, et promouvoir des idées et des propositions pour une gestion collective des services publics communautaires.

Une pratique fédéraliste

Nous continuons à tisser des liens entre les FMB déjà existantes et des groupes de travailleurs, chômeurs, étudiants... de Fagnano Castello (où l'été dernier un collectif de jeunes a fait un débat public avec les FMB de Spezzano albanaise et San Lorenzo del Vallo) et d'autres localités de la Calabre.

Ces expériences sont regardées avec sympathie et attention par l'ensemble du mouvement libertaire international, au point qu'au début de l'année 1999 est prévue une rencontre avec toutes les personnes intéressées par cette expérience, pour créer une coordination fédéraliste entre les FMB et tous les individus et structures territoriales, départementales, régionales, nationales et internationales qui se reconnaissent dans le projet communaliste autogestionnaire libertaire.

FMB de Spezzano Albanese d'après un article paru dans *Umanità Nova* du 28 octobre 1998.

Alain Marcadé chante Léo Ferré

ALAIN MARCADÉ, HOMME DE théâtre mais aussi chanteur, a monté un spectacle sur les textes et chansons de Léo Ferré : « Uomo Solo » (voir le *Monde Libertaire* n° 1136). Un spectacle très fort et très agréable où Alain Marcadé a su faire revivre la poésie de Léo Ferré, tout comme ses coups de gueule et ses émotions. Pour se faire, Alain Marcadé s'est entouré de très bons musiciens qui ont réarrangés, sans trahir, les chansons de Léo Ferré, aux rythmes du jazz ou des musiques du monde. Il semble qu'aujourd'hui, les mots de Ferré soient d'actualité, on ne compte plus les reprises, les livres, les spectacles (Marc Ogeret vient d'ailleurs de monter un spectacle, « Amour, Révolte », où il reprend des chansons anarchistes et les chansons d'amour de Ferré). Nous sommes allés à la rencontre d'Alain Marcadé pour en savoir plus et, peut-être, vous donner envie de voir son spectacle

M.L. : Qu'est-ce qui t'a poussé à chanter Ferré ?

A.M. : Ce qui m'a poussé à chanter Ferré, en fait, c'est une succession de choses. Il y a d'abord eu des vacances passées chez ma grand-mère quand j'avais six ans. Elle écoutait déjà Ferré, un vieux 45 tours sur un vieux phonographe. Elle faisait de la dentelle et nous étions autour d'elle, dans sa chambre de travail et nous écoutions Ferré avec elle. Ce fut ma première rencontre. Par la suite, j'ai eu l'occasion d'être régisseur-éclairariste et j'ai éclairé un des spectacles de Ferré qui avait été programmé à la Maison de la Culture du Havre. À la suite de ce spectacle, la Maison de la Culture a organisé une tournée en Normandie et j'ai suivi Léo Ferré sur 5-6 villes de la région pour assurer l'éclairage de son spectacle. Ça a été la première

et unique rencontre avec le personnage, le chanteur et l'homme.

Bien sûr, il y a eu les événements de 68 - j'avais 18-19 ans - Ferré, à l'époque a été un chanteur important et emblématique. Déjà, quelque chose d'important s'était produit un peu avant, une rencontre culturelle capitale : c'est grâce à Ferré que j'ai rencontré la poésie, parce qu'il avait mis en musique les textes de Rimbaud, Verlaine, Ruteboeuf et les autres.

Qu'est-ce qui reste actuel de Léo Ferré : sa poésie, sa révolte ?

A.M. : Sa révolte reste ô combien d'actualité, mais j'ai tendance à penser que son œuvre est universelle, qu'elle dépasse de loin les époques et les modes. Ce qui reste c'est avant tout son œuvre poétique et musicale.

M.L. : C'est pour ça que dans les chansons que tu as reprises, tu as surtout gardé son univers poétique, même si tu chantes « Madame la Misère », « Y en a marre » ou « Ils ont voté »...

A.M. : Oui je crois. C'était un choix de départ. Je ne voulais pas qu'on enferme Ferré sous une étiquette politique. C'est ça Ferré, mais c'est un peu réducteur. Une fois de plus, c'est l'aspect universel qui m'intéresse. Je crois que, de son vivant, il avait un public tellement large qu'il dépassait le cadre des anarchistes. L'enfermer sous cette seule étiquette-là, aujourd'hui, ne correspond pas à la réalité que lui a vécu en tout cas. C'est donc essentiellement un spectacle poétique et musical. On a essayé d'équilibrer, à la fois, la place des textes et de la musique, et de leur donner autant d'espace à tous les deux.

M.L. : Il me semble que tu as privilégié les textes qui racontaient une histoire. C'est peut être ce

qui ressort du fait que tu es également comédien ?

A.M. : C'est vrai que j'aime beaucoup les chansons qui racontent quelque chose, qui sont un peu des tranches de vie en quelque sorte. C'est peut-être mon côté « théâtral », mais il y a aussi dans le spectacle des textes très denses comme « La Mémoire et la Mer » C'est un texte énorme qui doit faire 10-15 pages, et donc c'est un court extrait que Ferré avait repris pour le mettre en musique.

M.L. : Comment as-tu choisi les chansons ?

A.M. : Ça a été difficile et douloureux parce j'en aime énormément. Le critère de sélection a donc été les chansons que j'aime plus que d'autres.

M.L. : Et tu comptes continuer à en présenter d'autres ou t'arrêter à ce registre ?

A.M. : Le travail, tel qu'il est aujourd'hui, est en cours de chantier. C'est vrai que le spectacle évolue au fur et à mesure. Par exemple, depuis

le dernier spectacle, on a envie de reprendre un texte que Ferré a mis en musique, « Uomo Solo », et on a envie de le traiter en chant polyphonique corse. Donc on va se mettre au boulot sur cet arrangement un peu particulier, pas musical (puisque il n'y aura pas de musique mais simplement des voix).

M.L. : Quelles différences y a-t-il, pour toi, entre jouer du théâtre et chanter ?

A.M. : En fait assez peu, parce que j'essaie à chaque fois que j'interprète une chanson de me créer un univers intérieur comme le fait un comédien quand il crée un personnage. La différence, quand même, c'est que le monde de la chanson et de la musique est sans doute beaucoup plus contraignant techniquement, parce qu'il y a un rythme, parce qu'il y a une musique et qu'il faut se placer à l'intérieur. Le comédien a sans doute plus d'espace de liberté pour dire son texte. Mais une fois que les contraintes musicales sont acquises, on peut les dépasser.

M.L. : Comment as-tu trouvé les autres musiciens, vous vous connaissiez avant ?

A.M. : J'ai surtout longtemps travaillé avec Emmanuel Delaire puisqu'il m'a accompagné plusieurs années sur un spectacle qu'on avait monté autour de Gaston Couté, « La chanson d'un gas qu'à mal tourné ». On a tourné pendant 5-6 ans un peu partout en France, y compris dans les villages de vacances. Et c'est extraordinaire ce que les œuvres de Gaston Couté sont encore d'actualité et appréciées par un public très large. J'aime beaucoup bosser dans les Villages de Vacances, parce que les gens sont disponibles, sont à la découverte de choses qu'ils ne connaissent pas et sont prêts à recevoir, contrairement à des périodes de l'année où ils ont d'autres préoccupations. Pour moi c'est une période privilégiée. On a beaucoup présenté ce spectacle sur Couté et il y a eu des rencontres très très riches avec un public qu'on a l'habitude d'appeler « un public populaire ».

M.L. : Comment as-tu découvert Gaston Couté ?

A.M. : À l'origine, c'est grâce à l'association « Le vent du ch'min » qu'avait initié Gérard Pierron. Je me suis aperçu qu'ils avaient fait un travail énorme de collectage de textes. Je me suis plongé dans la lecture de ses bouquins, j'ai aussi écouté le premier disque de Gérard Pierron. Les textes de Couté m'ont énormément ému. En un mot, je me reconnaissais vraiment là-dedans.

M.L. : Il y a un lien entre Couté et Ferré ?

A.M. : Le lien est assez naturel. Ils parlent tous les deux... je dirais d'« humanité » plus que d'humanité. Ils parlent tous les deux de la vie, de la liberté et d'amour. Tous les deux et Couté plus particulièrement à son époque, étaient libertaires dans leurs façons de voir le monde et la vie. Pour moi, le lien est naturel.

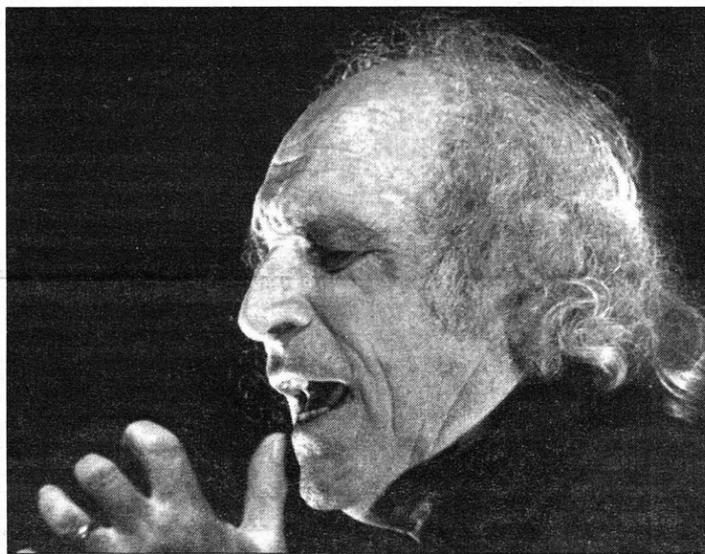
M.L. : Que t'a apporté Ferré et le fait de le chanter aujourd'hui ?

A.M. : Ferré m'a apporté la poésie. C'est important, même si personne ne l'a mesuré à son époque. C'est un événement culturel très important que de faire découvrir la poésie à une grande masse de personnes. Je crois qu'aujourd'hui, les jeunes gens qui ont 17-18 ans sont beaucoup plus loin de la poésie qu'on pouvait l'être au même âge.

La poésie c'est aussi une porte ouverte sur des utopies, une façon de se projeter. Cette valeur très forte, cette façon de refaire ou recréer le monde, c'est fondamental et moteur par rapport à la vie d'un individu. La poésie permet à l'individu de se situer dans la société où il est et créer sa propre existence.

Propos recueillis par Jean-Pierre Levaray

contact : Théâtre de l'Albatros
5, rue de l'Andelle, 27460 Alizay



M.L. : Le choix musical pour lequel vous avez opté n'est pas celui de Ferré, c'est-à-dire soit jazz, soit musiques du monde (zigane...), là tu parles de polyphonie corse... Comment êtes-vous arrivés, en partant des musiques de Ferré à la vôtre ?

A.M. : Il y a un constat simple : c'est que les arrangements musicaux qui ont été faits il y a vingt ans étaient d'actualité il y a vingt ans et ça ne correspond plus à la musique qu'on entend. Mais, une fois de plus, ce n'est pas pour répondre à une question de mode, c'est simplement la musique qu'on aime entendre, que les musiciens qui travaillent avec moi aiment jouer. Je dirai qu'il y a des choses empruntées au jazz ou d'autres courants musicaux tout à fait actuels.

Le choix des musiques et des arrangements s'est fait à partir d'un travail avec Emmanuel Delaire, autour d'une table pour commencer. On a parlé essentiellement des textes et on a essayé à chaque fois de recréer un univers musical à partir de ces discussions et échanges.

dans la toile

L'édition de novembre d'*Industrial Worker*, le mensuel de l'*Industrial Workers of the World* est en ligne. (<http://parsons.iww.org/~iww/>). On peut consulter à cette adresse tous les numéros depuis octobre 1995 et même effectuer une recherche à la Yahoo sur les articles. Fondée en 1909, cette revue ne s'arrêtera de paraître que de 1913 à 1916, un bel exemple d longévité militante. C'est très lutte des classes, bien sûr, mais aussi plein d'infos pratiques sur les luttes en cours aux quatre coins de la planète.

Nouveauté sur la toile, *the anarchist age*, (<http://www.freespeech.org/anarchistAge/>). C'est une revue australienne qui présente son sommaire hebdomadaire et une sélection de ses articles. Sobre mais intéressant.

Autre initiative à suivre, *left bank books collective* (<http://www.leftbankbooks.com/>). Leur but est de vendre des livres, bien entendu, mais ils ont mis en place une pages de liens assez riche dont toutes et tous peuvent tirer profit. Une autre page de liens à ajouter dans ses signets : *Liberty for the people* (<http://www.tigerden.com/~berios/liberty.html>). Sans espérer atteindre à l'exhaustivité, je vous livre une autre adresse de syndicat français, celui de la CNT (-Bordeaux) (loiseau@lac.gulliver.fr). À ma connaissance, ils n'ont pas de site mais au moins cette adresse (sur Marseille) pour les contacter.

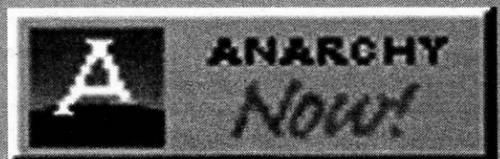
Sur la très sobre page de l'*Anarcho Punk Federation* (<http://www.tigerden.com/~berios/apf.html>), se cache un lien vers l'*Anok4u2* (<http://www.anok4u2.org/>). Je ne connaissais pas cette adresse mais, au vu du site, je sens que je vais y revenir souvent pour y piocher des informations. Dans la mesure où c'est anar-

cho-punk, j'ai un a priori positif. Pour vous aider dans la réalisation de vos zines et autres publications, une banque d'images libres de tous droits (sauf erreur) est disponible sur la toile, ça s'appelle *Anarchists & Left-Libertarians Image Archive* (<http://www.tigerden.com/~berios/archive.html>).

Les traductions françaises laissant souvent à désirer et l'allemand étant une langue parfois complexe, je vous propose de lire en anglais un des textes fondateurs, pour ne pas dire le texte fondateur, de l'anarchisme (tel qu'on le vit encore aujourd'hui), *The Ego and it's Own* (<ftp://etext.archive.umich.edu/pub/Politics/Non.Serviam/Stirner/der.einzige.ascii>).

Enfin, un texte de réflexion : *Qu'est-ce que l'anarchosyndicalisme ? (un reformisme libertaire, de l'avant-gardisme ou du syndicalisme révolutionnaire)*, texte en anglais une fois de plus qui fait suite aux dernières controverses qui se sont soulevées au sein de l'A.I.T. (http://www.tigerden.com/~berios/bf_iwa.html). Comme d'habitude, je vous quitte avec quelques adresses moins évidemment militantes (mais ce n'est qu'une apparence). Cette semaine, je vous envoie à <http://www.imaginet.fr/deleuze/> et à [icity.com](http://www.icity.com). No comments et... à bientôt dans la toile.

Blue Eyed Keyboard
BlueEyedKeyboard@caramail.com



copinage

Marc Ogeret chante Ferré au Sentier des Halles (50, rue d'Aboukir, Paris 2^e) jusqu'au 14 novembre à 20 heures. Rés. : 01 42 36 37 27.

LECTURE

Incrévables anarchistes

volume 1. Des origines à 1914

C'EST UN FAIT, L'IDÉAL libertaire et le mouvement du même nom suscitent un intérêt croissant chez de plus en plus de gens. De cela il n'y a pas lieu de s'étonner outre mesure tant il est vrai que l'implosion de l'escroquerie marxiste-léniniste, le réformisme bêlant de socialistes à la mie de pain, le comique troupier des schadoks trotskistes, le pitoyable de nos écologistes ramollos... et l'intolérable brutalité d'un capitalisme à front bas, ne

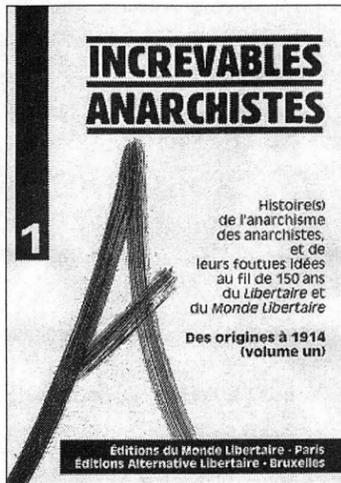
Aussi, c'est de plus en plus nombreux que les damné(e)s de la terre qui refusent de chausser les pauvres galoches de la résignation ou les lamentables bottines du chacun pour soi viennent frapper à notre porte. S'enquérir de ce qu'il en est de l'anarchisme, de son histoire et de ses propositions.

Confrontés à cette demande toute d'information, de lectures, de formation et d'adhésion, il nous a semblé judicieux de retracer en une douzaine de brochures à la portée de toutes les bourses la grande saga de ces « incrévables anarchistes » qui depuis un siècle et demi maintenant s'acharnent à maintenir, haut et clair, le drapeau d'un socialisme sans dieu, sans maître, sans patron, sans État... et à conjuguer au même temps (celui du présent) l'égalité et la liberté.

Cette grande saga (merci au groupe Louise Michel de la Fédération anarchiste francophone qui en a eut l'idée et qui s'est chargé de tout le travail de recherche, de sélection et de mise en forme), nous nous sommes contentés de l'extraire de cette formidable mine d'or qu'est le *Monde Libertaire* qui depuis bientôt un demi-siècle (en ligne directe du *Libertaire* de Louise Michel et de Sébastien Faure qui avait initié l'aventure à la fin du siècle dernier) l'écrit chaque semaine en lettres de feu.

De la première Internationale aux luttes de cette dernière décennie en passant par la Commune de Paris, l'Internationale antiautoritaire, les grands congrès anarchistes, les martyrs de Chicago, les bombes anarchistes de la propagande par le fait, la naissance et l'épopée du syndicalisme révolutionnaire et de l'anarcho-syndicalisme, l'éducation libertaire, la révolution mexicaine, russe, espagnole, les révoltés de Kronstadt, les Insurgés de l'Ukraine maknoviste, les collectivités aragonaises, le peuple libertaire espagnol en armes, mai 68, la renaissance du mouvement libertaire de ces dernières années... tout y est ou presque. Tout y est avec de grandes signatures du mouvement ouvrier de ce dernier siècle et demi. Avec toujours (par delà le temps et les dates) ces mêmes foutues idées qui nous animent encore aujourd'hui. Ces deux premières brochures qui portent sur la période des origines à 1914 ouvrent le bal. Et de quelle manière!

Des textes incroyables sur la Commune de Paris, de Lyon, de Marseille, Louise Michel, Bakounine, la première internationale, l'Internationale antiautoritaire, Paul Robin et Cempuis, les premiers pas du syndicalisme révolutionnaire et de l'anarcho-syndicalisme, Broutchoux, les martyrs de Chicago, les anarchistes au bagne... Les images défilent comme dans un film. Débridées. Écheve-



laissent plus guère le choix à la révolte que celui du dernier rêve encore coté à la grande bourse de l'espoir: la révolution sociale libertaire.

CINEMA

L'éternité et un jour

Theo Angelopoulos

S'IL VOUS RESTAIT QU'UN jour à vivre que feriez-vous? Cette question simple et métaphysique construit le film et l'interroge. Peu de cinéastes traitent la récente histoire de leur pays (au moins 30 ans de guerre civile) dans leurs savates comme c'est le cas de Theo Angelopoulos. Ce cinéaste exceptionnel a su imposer une esthétique basée sur de

longs plans-séquences et un découpage lié à l'émotion, qu'elle soit éprouvée par ses personnages ou par nous qui regardons. Dans ses films, point de place pour la Grèce touristique, le ciel bleu et le folklore. Son cinéma travaille la face sombre des hommes, s'épanouit dans les conflits. Mais ce n'est pas pour autant un cinéma laborieux où la parlotte dominerait. On voit par exemple deux enfants

partir en train pour retrouver leur père, parti travailler en Allemagne. *Paysage dans le brouillard*. Un homme et une femme âgés sont exilés sur une plate-forme en pleine mer. La parabole est lumineuse. *Voyage à Cythère* aussi bien que *Le pas suspendu de la cigogne* traitent de problèmes graves, tous liés aux situations inextricables héritées souvent de la déferlante colonialiste. Son *Regard d'Ulysse* arrivait en même temps que le tonitruant *Underground*. La palme d'or lui échappa.

Mais en 1998 son dernier film *L'éternité et un jour* met tout le monde d'accord et il emporte la palme. On pense involontairement à Dorothy Parker, reconnue pour sa prose que très tardivement. Consacrée, elle va sur scène empocher son prix. Elle dit « enfin! Je l'ai » et s'en va. Le public rit, les organisateurs ne sont pas contents. Angelopoulos, c'est plutôt le genre à faire remarquer qu'on avait tort de l'oublier les autres années. Donc plus personne ne rit et on se sent coupable. S'il n'est donc pas toujours aisé de le rencontrer en privé, le cinéaste, lui, bâtit son cinéma sur les rencontres. Dans *L'éternité et un jour*, cet homme condamné (Bruno Ganz) rencontre un petit garçon albanais, qu'il sauve par un geste spontané. Mais le sauve-t-il réellement? Et si vous étiez cet homme là? Le feu rouge est-il là pour s'arrêter? Ou est-il là pour démarrer? Un cinéma de maturité qui plaide la primauté de l'instant et, de toutes façons, l'éternité et un jour est un beau programme.

Heike Hurst (Fondu au Noir)

à la petite semaine

Pour l'exemple

Le commandant Bunel, coupable de félonie pour avoir vu dans l'armée serbe un reste de civilisation humaniste, ne sera pas fusillé pour l'exemple. Ce type de cérémonie barbare destinée à marquer les esprits des traîtres et des capitulaires potentiels ne vaut que pour la masse du petit peuple, chair à boucherie sacrifiée sur l'autel de la patrie pour le prestige d'une coterie médaillée, galonnée, « couverte de gloire », à qui les pages des livres d'écoliers ont toujours réservé une bienveillante et amnésique postérité.

Abandonnant volontiers « le sort le plus beau », l'honneur du drapeau et autres chimères sanglantes à ceux qu'elles font rêver, nous sommes de ceux qui sifflotent avec Brassens au petit air frondeur, les matins fanfarons de 14 juillet, à l'écart des Champs-Élysées; de ceux qui n'ont pas oublié, dans l'Internationale, ce couplet phénoménal: « S'ils s'obstinent ces cannibales/A faire de nous des héros/ Ils sauront bientôt que nos balles/Sont pour nos propres généraux. »

C'est assez dire que pour nous les soldats révoltés de 14-18, passés par les armes au Chemin des Dames et ailleurs, n'ont pas besoin d'être réhabilités. Dans notre conscience, qui n'est pas respectueuse des massacres, dans notre histoire, qui n'est pas nationale, ils sont les seuls pour cette période, avec déserteurs et insoumis, à être admis et considérés.

Chacun voit justice où il veut. Jospin en exhumant quarante-neuf mutins, pas plus, après quatre-vingts ans d'oubli. Séguin en célébrant le mépris assassin de la hiérarchie militaire et de la grande bourgeoisie. Dans un acte de haute portée symbolique, il faudrait selon nous qu'on affiche sur un mur les portraits en pied des Nivelle, des Pétain, de toutes ces canailles sacrificatrices sans scrupules, et qu'un peloton fêtard et désordonné de joyeux pacifistes armés de fusils en plastique les fusille sans pitié. Pour l'exemple.

Floréal

lées. Le regard planté dans les étoiles...! On ne s'en lasse pas! Les deux prochaines brochures de la série, qui porteront sur la période de 1914 à 1936, sortiront dans deux mois. À dans deux mois, donc!

Jean-Marc Raynaud

Incrévables anarchistes. Histoire de l'anarchisme des anarchistes et de leurs foutues idées au fil des 150 ans du Libertaire et du Monde libertaire. chaque volume: 20 F.

Volume 1: La Commune de Paris; Louise Michel; La Commune de Marseille; L'histoire de l'Internationale; Le congrès de Saint-Imier; Le Premier Mai; Les cinq martyrs de Chicago; Il y a un siècle; les lois scélérates.

Volume 2: Du drapeau noir aux boulets noirs; Benoît Broutchoux; Les anarchistes et l'éducation sous Jules Ferry; L'épopée syndicaliste; L'affaire Jules Durand; Pelloutier et Pouget; La révolution mexicaine; La grève de 1886 en Belgique.

NON, NON, ON LIT!..



La guerre de 14-18

Parler de la guerre de 14-18 aux enfants dès 8-9 ans, leur en parler en retraçant l'horreur, telle est le sujet de la dernière livraison des éditions Rue du Monde: *Zappe la guerre* (36 p, 80 F). Un album de Pef mis en couleur par Geneviève Ferrier, dans une collection où la fiction est accompagnée de photographies d'époque commentées. Le récit conte la sortie nocturne des « morts pour la France » du village de Rezé qui un soir de novembre s'extrait du monument aux morts pour aller vérifier si les générations futures ont tiré les leçons pacifistes de la tuerie de 14-18. Les fantômes éclopés, mutilés, des brins de chair humaine, errent entre les maisons du village lorsqu'une escouade surveille à travers les carreaux d'une fenêtre le zapping télévisé d'un grand-père et d'un enfant: Rwanda, Algérie, ex-Yougoslavie, ou les fictions guerrières qui fascinent l'enfant, défilent à l'écran. Les poilus en déduisent que les morts pour la France sont tous morts pour rien. L'un deux va pourtant rester pour tenter d'en parler à l'enfant qui les a surpris derrière la vitre. Que les fantômes prennent réalité dans les représentations sociales pour le « plus jamais ça » s'extrait des discours et prenne forme dans les réactions quotidiennes des hommes. Cette fable tente par l'image de prendre le langage aux mots, montrant la guerre qui prend les corps et les visages, le miroir télévisé dialoguant à 80 ans de distance avec les images de la boucherie de 14.

Pour cet album Pef a trouvé dans Tardi la référence visuelle de l'antimilitarisme, et dans les images des grands photoreporters, le trait d'union avec des jeunes enfants.

L'éditeur, en portant un éclairage photo-documentaire légendé donne des points d'ancrage (par exemple la bataille de la Somme et ses 1 250 000 victimes, la guerre et ses 10 millions de morts, une tranchée transformée en charnier...). La première photo rappelle la course à l'armement et sa conséquence inévitable, la guerre... hier comme aujourd'hui.

Philippe Geneste

Pour les plus petits, sur le même sujet, on lira Popov, *Pourquoi?* (éd. Nord Sud, 56 p, 89 F) fable antimilitariste qui oppose le peuple des souris et celui des grenouilles et qui montre la formation du sentiment patriotique comme de la guerre. Pour les plus grands, Arnoud et Jan, *La Guerre* (éd. Ouvrières, 109 p 65 F), avec un chapitre entier sur la guerre d'Espagne.

La guerre expliquée aux enfants: voir de Denis Langlois, *La Politique expliquée aux enfants* (éd. Enfance heureuse, 65 F) et *L'Injustice racontée aux enfants* (éd. Enfance heureuse, 65 F).

RADIO LIBERTAIRE • 89.4 MHz

jeudi 12 novembre à 18 heures:
Ci Vis Pacem: la première guerre mondiale.

jeudi 12 novembre à 20 h 30:
Microclimats: les marches internationales antimilitaristes.

samedi 14 novembre à 8 heures:
Le reveil hip hop: La musique et l'APD.

samedi 14 novembre à 10 heures:
Chronique syndicale: Les antimilitaristes syndicalistes dans la guerre.

samedi 14 novembre à 11 h 30:
Chronique rebelle: à propos du livre « D'une guerre à l'autre. Paroles sur l'Algérie ».

mardi 17 novembre à 19 h 30:
Paroles d'associations: avec Jean Guidoni, Lou Saintagne et les Chanteurs livreurs.

mercredi 18 novembre à 10 h 30:
Blues en liberté: les orchestres de Muddy Waters.

Pas de lycées pour les fachos

AFIN DE CONSERVER SON trône à la tête de la région Languedoc-Roussillon, Jacques Blanc, et bien qu'il s'en défende, a mis en place une alliance avec le F.N. L'une des contreparties obtenues pas les fascistes tricolores fut de siéger dans un certain nombre de conseils d'administration de lycées. Ces conseils d'administration ont pour fonction de gérer techniquement et financièrement ces établissements scolaires. Y siègent des délégués d'élèves, d'enseignants, de personnel non enseignant, de parents d'élèves, de représentants de l'administration du lycée, des élus... La Région étant le bailleur de fonds pour les lycées, on peut donc dire que les représentants de l'instance régionale ont une responsabilité qui n'est pas à négliger.

La semaine du 2 au 6 novembre annonçait la tenue des premiers CA de l'année pour de nombreux lycées du département du Gard. Assez vite les premiers appels à rassemblements couraient de bahut en bahut pour appeler à manifester le refus de la banalisation de la présence brune dans les lycées. Le premier lycée nîmois à affronter la tempête fut Dhuoda, le mardi 3 novembre. Là, le chef de file départemental du F.N. (Martinez) fut accueilli par 30 militants de son parti et 200 antifascistes eux-mêmes accueillis par 80 CRS. L'accueil fut houleux, mais le CA ne put avoir lieu pour cause de boycott de différents élus: le quorum n'était pas atteint.

Le lendemain, rendez-vous fut pris pour se retrouver devant le lycée G. Darboux de Nîmes à 16 h 30 pour les mêmes raisons. Le moment venu, la pré-

sence de militants antifascistes pouvait faire sourire face au nombre de CRS... Soudain, en quelques minutes, les CRS commencent à s'équiper, donnant le signal de l'arrivée imminente des élus F.N. Et les lycéens, jusque là à l'écart, commencent à s'approcher, la tension monte d'un cran. Juchés sur les marches du lycée, une dizaine de frontistes sont déjà là, la police à leurs côtés. Deux voitures arrivent, les élus F.N. en descendent, les premiers cris, les premières bousculades se font sentir. Très vite donc, ce sont 150 personnes qui expriment leur colère et leur haine aux frontistes qui se fraieraient un chemin vers le lycée. Pendant une demi-heure, les slogans et les cris tiendront lieu d'animation sonore aux militants lepenistes qui n'en mènent pas large face aux lycéens. Puis c'est la sortie, pour raison de CA avorté, là aussi grâce au boycott d'un certain nombre d'élus volontairement absents. Elisabeth Pascal et ses nervis, toujours protégés par les CRS repartent sans demander leur reste, sous les quolibets et les bousculades. Gagné! rendez-vous est donné au lycée professionnel l'Étincelle, non loin de là, où un CA doit s'organiser dans les mêmes conditions à 17 h 30.

Protection républicaine pour le F.N.

Ce lycée professionnel nîmois est situé en plein cœur de la Z.U.P. sud, quartier périphérique où le délabrement social se double d'un délabrement urbanistique. Les jeunes gens du quartier voient d'un assez mauvais œil l'arrivée des frontistes dans un quartier où ils sont déjà victimes des tracasseries policières, du racisme ambiant et d'un avenir pas vraiment radieux. La tension est plus lourde qu'au lycée précédent. Les CRS sont aussi nombreux, et certains sortent les boucliers. Quelques adultes renvoient avec énergie tous les « minots » qui sont là: « rentrez chez vous faire vos devoirs! Ce n'est pas votre place ici! » Puis ce sont les consignes qui sont données aux jeunes gens qui sont là: « on est là pour le F.N., alors du calme » Les « grands frères » sont obéis, la tension retombe jusqu'à l'arrivée des mêmes voitures avec les mêmes occupants que tout à l'heure. Les CRS se précipitent mais n'éviteront pas que les manifestants crachent et envoient des coups de pied dans les portières. Ils sont passés, mais l'alerte a été chaude. Une demi-douzaine de frontistes a eu le cran de passer sous les huées des 200 per-

sonnes présentes, étoffées par des lycéens solidaires de l'Étincelle et par des militants d'associations diverses. La nuit tombe, et l'attente est trompée par des discussions spontanées. Comme ailleurs, le CA n'aura pas lieu.

Au-delà du caractère réactif mais nécessaire de ces rassemblements, il faut noter que ce sont des instances républicaines qui ont permis aux frontistes de siéger dans ces CA et que ce sont bien des représentants des forces de l'ordre républicain qui ont permis aux ennemis déclarés de l'égalité, de la liberté et de la fraternité d'arriver sans trop de mal pour prendre

leurs fonctions... Par ailleurs, les militants frontistes présents sur les lieux étaient peu nombreux (une dizaine) et étaient des personnes âgées. Est-ce le signe que le F.N. n'a pas de militants ou est-ce une roubardise pour exploiter l'image de respectabilité due à leur âge que ces personnes ont servi d'exutoire face à la colère des antifascistes? Enfin, combien de temps encore les membres des CA concernés vont-ils pouvoir ruser pour éviter la tenue de ces rouages indispensables à la vie et à la gestion des lycées? Le compte à rebours est commencé.

Daniel, avec l'aide de Marie-Hélène

SEINE-SAINT-DENIS

Etats généraux pour le droit à l'Éducation

Suite au mouvement des établissements scolaires de la Seine-Saint-Denis l'année dernière, une coordination s'est mise en place. Cette initiative a bien évidemment susciter notre intérêt. Nous publions donc ici le texte d'appel pour les états généraux pour le Droit à l'éducation qui ont eu lieu le 7 novembre

Décidés par l'Assemblée générale des établissements en lutte de Seine-Saint-Denis, les états généraux pour le Droit à l'Éducation ont pour objectif de rassembler régulièrement les différents acteurs de la communauté éducative qui désirent faire entendre leur voix dans l'évolution du système scolaire actuel.

Le mouvement social qui s'est déroulé en Seine-Saint-Denis de mars à mai 1998 a en effet montré la volonté des enseignants, des parents et des élèves, de ne pas laisser la situation scolaire se dégrader encore un peu plus. Mais si certains résultats ont été obtenus dans cette liste, il ne faudrait pas croire qu'ils sont suffisants pour mettre fin aux inégalités existantes.

C'est pourquoi l'idée de lancer, dès la rentrée, des états généraux s'est imposée. Il s'agit d'une part de montrer que les revendications en matière de moyens (postes, heures...) n'ont en rien occulté les préoccupations pédagogiques des enseignants, contrairement à ce que certains médias, ou certaines voix officielles, ont laissé entendre. Il s'agit aussi d'échapper à la vision misérabiliste du département de la Seine-Saint-Denis, en montrant qu'il n'est pas un cas à part: le mouvement de 93 continue de poser des questions qui concernent l'ensemble du système éducatif et son avenir.

Des textes, pistes de réflexion pour les sessions à venir, ont été élaborés, discutés, et mis en forme par les participants à la première session des états généraux. Ils ne prétendent pas représenter tous les enseignants ou parents, ni balayer l'ensemble des problèmes qui se posent. Ils se veulent seulement l'écho de la volonté d'instaurer non seulement un dialogue mais aussi un travail commun, entre des chercheurs (de divers horizons), et ceux qui, au quotidien, sont confrontés, avec leurs enfants ou leurs élèves, à une réalité face à laquelle ils refusent de « désespérer ».

Lycéens: en attendant la prochaine fois...

Habile, Claude Allègre a réussi à obtenir l'essouffement du mouvement lycéen, sans satisfaire personne. En vieux crabe de la politique, il a laissé traîner, attendu les vacances, multiplié les effets d'annonce démagogiques tout en ne distillant les réformes qu'au compte-gouttes. Résultat, jeudi 5 novembre ils étalent dix fois moins dans la rue que lors de la grande manifestation précédente. Quelques dizaines de milliers tout de même, et les plus décidés. Pas de panique, il ne fallait pas s'attendre à un miracle. Une fois les vacances de la Toussaint passées, il était prévisible que les parents allaient mettre la pression sur leurs chers rejetons (passe ton bac d'abord!) afin qu'ils se remettent au boulot. Néanmoins il est possible qu'à terme la stratégie de pourrissement du mouvement des lycéens se retourne contre Allègre. Ceux qui aujourd'hui ont le sentiment d'avoir été pris pour des cons, du fait de leur jeunesse et de leur inexpérience, pourraient bien être moins conciliants la prochaine fois... et prochaine fois il y aura! Il est probable que le

mouvement s'arrête là pour cette fois, mais personne, ni profs ni parents, ni lycéens, n'est dupe ce n'est pas une victoire et tout reste à faire.

Pour préparer la suite, il faut que les lycéens libertaires s'organisent et suscitent là ou c'est possible de petits groupes militants, proprement lycéens et étudiants. La F.I.D.L., courroie de transmission du Parti socialiste a comme d'habitude entrave l'action des lycéens qui voulaient que ça change vraiment. Il faut opposer à ces politicards en herbe, manipulateurs et cabotins, héros d'un jour devant des caméras et des journalistes à la botte du pouvoir, des militants organisés, capable de s'opposer aux récupérations en tout genre et d'animer les grèves avec des assemblées générales démocratiques, des délégués mandatés sur des mots d'ordres choisis par tous.

Ce mouvement aura montré que l'énergie est là pour cela. Aux lycéens de transformer l'essai, aux étudiants de s'en inspirer... aux profs de le méditer.

FG.

A G E N D A

mardi 10 novembre

POITIERS : à 20h30, Réforme de l'armée et mondialisation, quel antimilitarisme aujourd'hui? Débat organisé par la FA et le syndicat Interco CNT, salle Timbaud, Maison du Peuple, rue Saint-Paul.

vendredi 13 novembre

ANGERS : Conférence-débat organisée par le groupe de la F.A. avec René Berthier à 20 h 30 à l'étincelle 26 rue Maillé sur « la question palestinienne... 50 ans d'oppression ».

BORDEAUX : Le groupe Emma Goldman de la Fédération anarchiste vous invite à une conférence-débat sur « Les implications de l'Etat français dans l'affaire des GAL » à 20 h 30 à l'athénée libertaire, 7, rue du Muguet.

SAINTE-FOY-LA-GRANDE : Deux jours consacrés à Elisée Reclus dans le lycée qui porte son nom. Au programme : une exposition, des interventions, des débats. 10 h 45 : Elisée Reclus, un géographe dans sa ville; 14 h 30 : Elisée Reclus : du protestantisme à l'anarchisme; 15 h 30 : Elisée Reclus et la Belgique; 16 h 30 : Elisée Reclus et les Universités de Bruxelles.

samedi 14 novembre

PARIS : La librairie du *Monde libertaire* organise un forum avec Roland Hénault, auteur de « Voulez-vous valser grand-mère » (récit saignant d'une révolte du 3^e âge en milieu fermé) à 16 h 30, 145, rue Amelot.

SAINTE-FOY-LA-GRANDE : Suite de la manifestation consacrée à Elisée Reclus. 10 heures : Bonté et refus chez Reclus; 11 heures : Elisée Reclus et le mouvement anarchiste en France et en Europe; 14 h 30 : projection du film « La Commune » d'Armand Guerra...

jeudi 19 novembre

DIEPPE : Le groupe Clément Duval de la F.A. présente « Louise Michel », une pièce de théâtre adaptée des Mémoires de Louise Michel et jouée par la comédienne Marie Daude, à 20 h 30 à la maison Jacques-Prévert. Une discussion suivra le spectacle.

vendredi 20 novembre

NIORT : Le SCALP organise une conférence-débat « FN et culture » avec des intervenants du réseau No Pasaran à 20 h 30 au foyer des jeunes travailleurs de l'Atlantique, 147 rue Clou-Bouchet. PAF : 10 F.

samedi 21 novembre

BOURGES : Le groupe Brassens de la F.A. organise une conférence sur la mondialisation du capitalisme. Comment ça marche? Comment organiser la résistance? A 20 h 30 à l'hôtel des syndicats (rue Michel de Bourges, près de la poste).

CHELLES : Projection de la vidéo « Rudolf Rocker » suivie d'un débat avec Heiner Becker (revue Itinéraire) organisée par le groupe Sacco et Vanzetti de la F.A. à 20 h 30, 1 bis rue Emilie.

NIORT : Le SCALP organise un concert (funk, fanfare, sound system) à partir de 14 heures au foyer des jeunes travailleurs de l'Atlantique, 147 rue Clou-Bouchet. Expo photos, sculpture, perfo peinture, graff... PAF : 10 F.

ORLÉANS : Le groupe El Quico de la F.A. organise une conférence sur la mondialisation du capitalisme. Comment ça marche? Comment organiser la résistance? A 14 h 30 à la salle des Chats Ferrés (rue des Chats Ferrés).

ROUEN : Le groupe de la F.A. présente « Louise Michel », une pièce de théâtre adaptée des Mémoires de Louise Michel et jouée par la comédienne Marie Daude, à 20 h 30 au théâtre de l'Atelier, quai Gaston Boulet. Une discussion suivra le spectacle.